

Sensibilisation, connaissances et attitudes des Canadiens à l'égard des infections transmissibles sexuellement et par le sang

Sommaire sur les résultats 2018

Préparé à l'intention de L'Agence de la santé publique du Canada

Nom de la firme de recherche : LES ASSOCIES DE RECHERCHE EKOS INC.

Numéro de contrat : 6D034-173900/001/CY

Valeur du contrat : \$183,048.70 (TVH incluse)

Date d'attribution des services : 04/12/2017

Date de livraison des services : 08/16/2018

Numéro d'enregistrement : POR 056-17 / HC POR: POR 17-13

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec L'Agence de la santé publique du Canada à Hc.cpab.por.rop.dgcap.sc@canada.ca

This report is also available in English

LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE EKOS

Contact : Susan Galley

Bureau d'Ottawa

359, rue Kent, pièce 300

Ottawa (Ontario)

K2P 0R6

Téléphone : (613) 235 7215

Télécopieur : (613) 235 8498

Courriel : pobox@ekos.com

www.ekos.com

SOMMAIRE

Le sondage de 2018 interroge des Canadiens sur la sensibilisation, la connaissance, les attitudes et les comportements liés aux infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS). Dans une certaine mesure, le sondage s'appuie sur des versions antérieures qu'a commandées l'Agence de la santé publique du Canada en 2003, 2006 et 2012, quoique la majeure partie du sondage de cette année ait été repensé pour être en harmonie avec les objectifs actuels du programme. Les données probantes recueillies par le biais de cette étude visent à améliorer la capacité de tous les joueurs à contribuer à la réduction des répercussions sociales des ITSS au Canada d'ici 2030.

La taille de l'échantillon du sondage est de 2 452 cas à l'échelle nationale, issus de toutes les provinces et tous les territoires. Le sondage a en grande partie été mené au téléphone, dont 22 pour cent au téléphone cellulaire, avec un échantillon de ménages n'utilisant que des téléphones cellulaires recrutés de façon aléatoire au sein de notre panel de Canadiens (Probit). Six pour cent de l'échantillon total a été interrogé en ligne et se composait de jeunes âgés de moins de 25 ans, en raison des difficultés à achever au téléphone le nombre d'entrevues de 24 minutes souhaité avec des jeunes. Le sondage a été mené aux mois de février et de mars de 2018. L'échantillon a été pondéré pour l'âge, le genre et la région en tenant compte des proportions de la population.

Hépatite C

Des Canadiens ont identifié plusieurs facteurs et conditions possibles qui augmenteraient les risques qu'une personne contracte l'hépatite C (tableau 4). Un répondant sur quatre dit ne pas savoir quels sont les facteurs de risque, et la même proportion ne peut pas identifier les segments de la population les plus à risque, ce qui illustre des connaissances limitées par rapport aux situations où il est possible de contracter l'hépatite C. Environ une personne sur cinq mentionne comme facteurs de risque le partage de seringues, les relations sexuelles non protégées ainsi que les boissons et aliments contaminés. Une personne sur dix cite les transfusions sanguines dans un pays où l'hépatite C est commune. En ce qui concerne les segments de la société canadienne qui sont les plus à risque de contracter l'hépatite C, les gens qui s'injectent des drogues et les jeunes sont les groupes les plus souvent nommés (23 p. cent et 17 p. cent, respectivement – tableau 5). Huit Canadiens sur dix croient que beaucoup de personnes vivant avec l'hépatite C ne le savent pas (graphique 3). Environ la même proportion juge qu'un test sanguin constitue la seule façon de savoir si quelqu'un a contracté l'hépatite C. Seul un Canadien sur cinq estime que le groupe d'âge auquel il appartient est celui dont les

membres sont les plus susceptibles de contracter l'hépatite C ou d'en être atteints. Toutefois, cette proportion passe à une personne sur trois chez les moins de 34 ans. Un peu plus de la moitié croit qu'il existe un vaccin préventif contre l'hépatite C (graphique 6), alors que trois Canadiens sur dix pensent qu'il y a un remède pour cette infection (graphique 5). En comparaison, les deux tiers des Canadiens considèrent qu'un vaccin est disponible pour prévenir l'hépatite B (graphique 6).

La plupart des Canadiens savent qu'ils ne possèdent pas de solides connaissances sur l'hépatite C ou B. En effet, seule une personne sur quatre estime avoir des connaissances approfondies, alors qu'un peu plus d'une sur trois dit avoir des connaissances moyennes ou déclare en savoir peu sur le sujet (graphique 1).

Tous les Canadiens, à l'exception d'une faible proportion de 10 à 11 pour cent, croient que leur risque de contracter l'hépatite B ou C est faible. Huit pour cent, cependant, croient qu'ils courent un risque modéré et deux à trois pour cent estiment que leur risque de contracter une de ces maladies est élevé (graphique 2). Pour la vaste majorité des répondants qui disent courir un faible risque de contracter l'hépatite C, les raisons que cite environ une personne sur cinq comprennent les suivantes : n'avoir qu'un(e) seul(e) partenaire sexuel(le), ne pas utiliser de drogues, être peu exposé(e) à des gens ou à des endroits associés à l'hépatite C, et impression de bien connaître les risques associés aux manières de contracter l'hépatite C (tableau 8). Une perception plus élevée de risque est le plus souvent liée aux emplois à haut risque, à une exposition accrue à des gens et à des endroits associés à la maladie, et à une fréquence accrue des voyages (tableaux 9 et 10). Une proportion relativement élevée de personnes se dit à l'aise avec l'hépatite C, sept répondants sur dix affirmant qu'ils seraient plutôt ou très à l'aise de travailler ou d'avoir des contacts occasionnels avec une personne atteinte d'hépatite C (graphique 4).

VIH

La plupart des Canadiens sont capables de nommer au moins un facteur de risque ou une condition pouvant augmenter le risque de contracter le VIH. Six répondants sur dix mentionnent des rapports sexuels non protégés ou la pratique du sexe oral, et plus de quatre sur dix évoquent le partage de seringues ou d'autre matériel d'injection de drogue (tableau 11). Le quart cite un contact sanguin direct. Les segments de la société canadienne qui sont perçus comme les plus à risque de contracter le VIH sont les gens qui s'injectent des drogues (rapportés par une personne sur trois), les hommes homosexuels ou bisexuels (une sur quatre), les jeunes (une sur cinq), les gens qui ont des relations sexuelles non protégées (une sur six) ainsi que les travailleurs et travailleuses du sexe (un sur dix) (tableau 12). Plus de trois Canadiens sur quatre sont d'avis qu'il n'y a pas de remède ou de vaccin pour le VIH (graphique 7). Cependant, plus de la moitié des Canadiens estime que les traitements contre le VIH sont efficaces pour aider les gens

aux prises avec la maladie à vivre une vie longue avec une espérance de vie normale, et une personne sur trois pense que les traitements sont moyennement efficaces (tableau 8).

Les connaissances perçues sur le VIH sont modérément élevées chez les Canadiens, et un peu plus de quatre personnes sur dix (44 p. cent) estiment que leurs connaissances sont élevées (graphique 1). Un peu plus d'un répondant sur trois se dit moyennement informé et un sur cinq déclare être peu informé. Le quart d'entre eux estime que les traitements peuvent réduire la charge virale d'une personne atteinte du VIH et prévenir la transmission du virus à d'autres personnes (graphique 9).

Seule une faible proportion des participants (6 p. cent) considère que le risque qu'elle court de contracter le VIH est moyen ou élevé (graphique 2). Parmi la vaste majorité des gens qui jugent comme faible le risque qu'ils courent de contracter le VIH, plus d'une personne sur trois attribue cela au fait de n'avoir qu'un(e) seul(e) partenaire, et une sur cinq au fait de ne pas utiliser de drogues (tableau 13). Environ un répondant sur dix déclare ne pas être sexuellement actif, dit être peu exposé à des gens et à des endroits à risque, affirme être suffisamment informé sur les façons d'éviter ou de réduire le risque, ou considère que les pratiques sexuelles sécuritaires qu'il adopte limitent les risques qu'il court de contracter le VIH. Les raisons associées à un risque plus élevé sont en grande partie liées au fait d'avoir un milieu de travail à risque, d'avoir plusieurs partenaires, d'être sexuellement actif(active) ou de manquer de contrôle dans toutes les situations (tableaux 14 et 15).

Presque tous les Canadiens (94 p. cent) sont d'avis qu'il est de la responsabilité des gens atteints du VIH de dire à leurs partenaires sexuels qu'ils ont la maladie (graphique 9). Une proportion considérablement inférieure (six sur dix) croit qu'il est de la responsabilité des gens aux prises avec le VIH de partager cette information avec leurs amis, famille, collègues de travail et autres personnes. Une proportion relativement faible de Canadiens (un peu moins d'un sur six) a peur de contracter le VIH lorsque quelqu'un qui est atteint du virus se trouve à proximité. La plupart des Canadiens déclarent qu'ils seraient à l'aise d'utiliser les services de personnes séropositives, selon le poste occupé. Les deux tiers affirment qu'ils seraient à l'aise d'avoir recours à un coiffeur ou à un barbier qui est séropositif, alors que la moitié utiliserait les services d'un dentiste ou d'un médecin porteur de la maladie (graphique 10).

Infections transmises sexuellement

Les connaissances des Canadiens sur les infections transmissibles sexuellement (ITS) sont moyennement élevées (graphique 1). Près de neuf personnes sur dix savent qu'une femme enceinte atteinte de syphilis peut transmettre son infection à son nouveau-né si elle ne reçoit pas de traitements (graphique 11). Environ les deux tiers savent que le nombre de cas de

gonorrhée résistante aux antibiotiques augmente et une proportion semblable est au fait que la chlamydia se guérit. Le niveau de connaissances perçues à l'égard des ITS est semblable, quatre personnes sur dix s'estimant très informées. Un peu plus d'un répondant sur trois se croit moyennement informé et un peu plus d'un sur cinq se dit peu informé.

La plupart des Canadiens (trois sur quatre) croient que les deux personnes ayant une relation de nature sexuelle devraient avoir la même responsabilité dans la prévention de la transmission des ITS et d'infections par le sang (graphique 12).

Sources d'information

Les Canadiens semblent se sentir à l'aise de discuter d'ITS avec un éventail de sources. Neuf personnes sur dix seraient à l'aise de rechercher de l'information auprès d'un professionnel de la santé, alors que cette proportion passe à huit sur dix pour les organismes qui se spécialisent dans le VIH ou l'hépatite C, ou lorsqu'il est question de rechercher de façon anonyme de l'information en ligne (graphique 13). Près de trois répondants sur quatre se sentiraient à l'aise de discuter de VIH, d'hépatite C ou d'autres ITSS avec une personne atteinte d'une ITS, un pharmacien ou un organisme communautaire. Plus de la moitié des Canadiens seraient à l'aise de rechercher de l'information à partir d'un lien personnel, comme un ami ou un membre de leur famille.

Activité sexuelle et test de dépistage

Selon les résultats du sondage, et en gardant à l'esprit que les répondants sont âgés de 16 ans ou plus, un Canadien sur dix a été sexuellement actif avec plus d'un partenaire au cours des douze derniers mois (graphique 16). Une proportion semblable a été sexuellement active avec un(e) partenaire occasionnel(le) avec qui elle n'a pas une relation établie. Parmi ces répondants, le tiers affirme utiliser le condom dans toutes les rencontres sexuelles, alors qu'une proportion semblable en utilise un « la plupart du temps » (graphique 17). Une personne sur six utilise un condom seulement de temps à autre ou n'en utilise jamais.

L'utilisation des tests de dépistage d'ITSS est modeste, la moitié des répondants du sondage déclarant n'avoir jamais passé un test de dépistage d'une ITS (graphique 20). Parmi ceux qui disent avoir passé un test de dépistage, un peu plus de la moitié (ou une personne sur quatre de l'échantillon global) en a passé un au cours des cinq dernières années (graphique 21). Six Canadiens sur dix estiment que la responsabilité de demander un test de dépistage repose à parts égales sur l'individu et le fournisseur de soins de santé (graphique 15).

La valeur du contrat du projet de sondage d'opinion publique est de 183 048,70 dollars (TVH incluse).

Nom du fournisseur : Les Associés de recherche EKOS

No de contrat avec TPSGC : 6D034-173900/001/CY

Date du contrat : 04/12/2017

Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette étude, veuillez envoyer un courriel à :

por-rop@hc-sc.gc.ca